

FICHE POUR L'ACCUEIL D'UN STAGIAIRE

Intitulé du poste JURISTE-REDACTEUR Ministère des outre-mer DGOM / SDAJI	Catégorie statutaire/Corps A
---	---

Domaine(s) fonctionnel(s) Affaires juridiques Domaine d'activité du stage Cadre juridique – législation et réglementation économiques, droit du travail, droit social, droit commercial, droit des contrats, organisation judiciaire.
--

Localisation Ministère des outre-mer-Direction générale des outre-mer – 27 rue Oudinot-75007 PARIS <u>Métro:</u> St François-Xavier ou Duroc - <u>Autobus:</u> Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Vos activités principales La direction générale des outre-mer (DGOM) élabore les textes régissant les collectivités ultramarines et apporte son expertise aux autres ministères pour l'adaptation ou l'extension de leurs textes dans ces collectivités. Elle apporte également un appui juridique aux services déconcentrés outre mer. Elle suit enfin l'activité contentieuse en la matière. Dans ce cadre, vous êtes chargé(e) d'assurer une mission d' expertise juridique dans le champ de la législation ou de la réglementation économiques, du droit commercial, du droit des contrats, de l'organisation judiciaire , en lien avec les ministères économiques et de la justice. La mission consiste à : ° analyser les projets de textes législatifs ou réglementaires préparés par les autres ministères et évaluer dans quelles conditions ils s'appliqueront dans les départements et collectivités d'outre-mer ; ° proposer s'il y a lieu, une ou plusieurs options pertinentes ou propositions de rédaction juridique alternative ; ° préparer une réponse argumentée au ministère porteur et motiver clairement les choix que vous proposez ; ° procéder à la consultation des collectivités ultramarines sur les projets de textes, lorsqu'elle est requise ; ° représenter le ministère des outre-mer dans les réunions interservices ; ° préparer les réunions d'arbitrage à Matignon ou devant les formations consultatives du Conseil d'Etat ; ° assurer la fonction de veille et de suivi sur la production normative dans les secteurs dont vous avez la charge et développer des relations régulières en réseau avec les référents outre-mer des autres ministères et experts des domaines concernés ; ° apporter votre expertise juridique aux autres agents de la DGOM, aux préfetures et hauts-commissariats ; ° contribuer, par vos propositions, à l'adaptation et à la simplification du droit outre-mer ; ° être directement impliqué(e), sur des projets de réformes législatives ou réglementaires portés par le ministère des outre-mer et sur des sujets transversaux au bureau de la sous-direction.

Durée du stage : 3 mois à 6 mois. Période souhaitable : janvier-juin 2022.

Vos compétences principales mises en œuvre		
<i>Connaissances techniques</i>	<i>Savoir-faire</i>	<i>Savoir-être</i>
Formation juridique supérieure et/ou expérience juridique Spécialisation dans un champ du droit public ou privé Connaître l'élaboration des textes législatifs et réglementaires serait un plus Une expérience de l'outre mer serait un atout supplémentaire	Esprit d'analyse et de synthèse Savoir rédiger Savoir travailler en équipe Savoir négocier Savoir gérer un projet Savoir gérer les priorités	Avoir l'esprit d'initiative Savoir s'adapter Avoir le sens de l'autonomie Savoir développer et animer un réseau de correspondants partenaires

Votre environnement professionnel

▪ **Activités du service**

La sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles apporte conseil et assistance en matière juridique au Cabinet de la Ministre, aux autres services de la direction générale et aux représentants de l'État outre-mer. Elle assure la diffusion de l'information et des connaissances dans le domaine du droit de l'outre-mer et anime le réseau des correspondants outre mer dans les autres ministères. Elle participe à la préparation des projets législatifs et réglementaires. Elle est associée à l'élaboration des textes européens et internationaux intéressant l'outre-mer. Elle prépare et conduit les évolutions institutionnelles de l'outre-mer. Elle traite le contentieux lié aux questions statutaires et institutionnelles. Elle contribue, pour l'outre-mer, à l'élaboration du droit des élections et à l'organisation des consultations référendaires. Elle représente le ministre devant les juridictions.

▪ **Composition et effectifs du service**

Le chef de bureau A+, 1 adjoint au chef de bureau de catégorie A, 5 juristes de catégorie A.

▪ **Liaisons hiérarchiques**

Chef de bureau et adjoint au chef de bureau, sous-directeur et adjoint au sous-directeur.

▪ **Liaisons fonctionnelles**

° Au sein de la direction :

Sous direction des politiques publiques de la DGOM (qui détient l'expertise des dispositifs au fond).

° Externe :

Ministère de la justice, ministères techniques, Conseil d'Etat, commission supérieure de codification, services des assemblées parlementaires ;

Organismes compétents, socioprofessionnels et monde associatif relevant des domaines couverts.

Qui contacter ? Renseignement, CV et lettre de motivation :

M. Jean-Pierre BALCOU - Sous-directeur des affaires juridiques et institutionnelles – jean-pierre.balcou@outre-mer.gouv.fr – Tél. : 01.53.69.23.92

M. Arnaud Lauzier - Adjoint au sous-directeur des affaires juridiques et institutionnelles – arnaud.lauzier@outre-mer.gouv.fr – Tél. : 01.53.69.25.57

M. Ivan Pertuy – Chef du bureau du droit privé et du droit des activités économiques et sociales – ivan.pertuy@outre-mer.gouv.fr – Tél. : 01.53.69.23.11

M. Stéphan GABRIELLI – chef du bureau des ressources et de la coordination – stephan.gabrielli@outre-mer.gouv.fr
Tél. : 01.53.69.24.15

Date de mise à jour de la fiche de stage : 18/10/2021